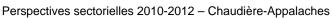
# Perspectives sectorielles

2010-2012



Chaudière-Appalaches







#### **Auteur**

Denis Gagnon, économiste Service Canada Région de Chaudière-Appalaches

Téléphone: 418-681-2599, poste 2119; 1-866-299-5650, poste 2119

Courriel: denis.gagnon@servicecanada.gc.ca

# Mise en page

Muriel Deslauriers

## **Photos**

Image modifiée, Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD Image modifiée, Gilles M. Deschênes, © Le Québec en images, CCDMD Image modifiée, Martin Caron, © Le Québec en images, CCDMD

Octobre 2010

This publication is also available in English.

Dans ce document, l'usage exclusif du masculin pour désigner les personnes n'a pour seul but que d'alléger le texte.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément le point de vue de Service Canada ou du gouvernement du Canada.





## Table des matières

Liste des tableaux

Sommaire	4
Introduction	6
Notes méthodologiques	7
Partie 1 : Vue d'ensemble	9
Description du territoire	9
Environnement économique	9
Indicateurs du marché du travail	11
Partie 2 : Perspectives sectorielles	13
Vue d'ensemble	13
Structure industrielle	13
Perspectives	14
Secteur primaire	14
Secteur de la fabrication	16
Fabrication liée à la consommation	16
Fabrication liée aux ressources	19
Fabrication liée aux investissements	20
Industrie de la construction	21
Secteur des services	23
Services à la consommation	23
Services à la production	25
Services gouvernementaux et parapublics	28
Tableau 1	4.4
Principaux indicateurs du marché du travail - 2007-2009	11
Tableau 2	
Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels	13
Tableau 3	
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire	15
Tableau 4	
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication	17
Tableau 5	
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation	24
Tableau 6	
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production	26
Tableau 7	
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics	28





## **Sommaire**

## Perspectives économiques

## La démographie

La région de la Chaudière-Appalaches, qui est confrontée à une croissance moins rapide de sa population que la moyenne provinciale, a déjà commencé à subir les effets du choc démographique. La lente croissance de la population provoquée par le timide accroissement naturel, le vieillissement prononcé des baby-boomers et le piètre bilan régional au chapitre de la migration internationale et interprovinciale aura bientôt des conséquences négatives sur la population en âge de travailler et le marché du travail. Bien qu'elles soient maintenant devenues une source d'accroissement, la contribution des mouvements de population interrégionaux est plutôt anémique dans la région. La situation démographique régionale entraînera tôt ou tard une réduction de la participation sur le marché du travail, des problèmes de renouvellement et de recrutement de main-d'œuvre ainsi qu'un ralentissement de la croissance économique.

#### L'économie et le marché du travail

Le contexte économique et financier mondial a été marqué par de graves difficultés et beaucoup d'incertitudes au cours des deux dernières années. Malgré des interventions musclées des autorités gouvernementales, la récession n'a pu être évitée aux États-Unis. Elle s'est transmise rapidement à l'ensemble des pays avancés, et dans une moindre mesure, aux pays en émergence et à ceux en voie de développement.

Bien que la récession ait été sévère dans certaines régions, le Canada et plus particulièrement le Québec en ont été moins affectés que d'autres. La récession qui s'annoncait comme l'une des plus sévères à toucher les pays industrialisés, aura été sans trop de gravité et relativement brève au Québec. Encore ici plus qu'ailleurs, le retour à un cycle de croissance s'est manifesté plus rapidement que prévu en raison notamment du dynamisme du marché de l'habitation et de l'impact des stimuli de nos gouvernements. Le rattrapage des emplois perdus durant la récession est terminé au Québec depuis avril 2010. La reprise est également soutenue par l'amélioration des conditions financières, l'accélération de l'activité économique mondiale et le regain de confiance des entreprises et des consommateurs.

Dans la région de la Chaudière-Appalaches, la structure industrielle est diversifiée. Elle s'appuie sur une activité agricole parmi les plus intenses du Québec ainsi que sur une forte empreinte manufacturière, mais qui a décliné au fil des ans. D'un autre côté, le secteur des services, qui est beaucoup moins présent que dans la plupart des autres régions, a permis à l'économie de progresser et de se diversifier ces dernières années. Malgré une meilleure performance que prévue en 2009 pour l'ensemble de

l'économie régionale, le secteur de la fabrication a néanmoins été sévèrement touché par la récession.

La récession est bel et bien chose du passé et la reprise économique est bien engagée. La plupart des indicateurs économiques montrent que les économies québécoise et régionale ont retrouvé le chemin de la croissance depuis le second trimestre de 2009. Ce redressement s'est poursuivi et même amplifié au cours des premiers mois de 2010 dans la région. Le marché régional de l'emploi a renoué avec la croissance et a montré une vigueur étonnante depuis juillet 2009, mais il pourrait encore connaître des ratés en 2010. Au cours des années 2010-2012, on s'attend à une lente progression de l'emploi en début de période de prévisions, qui devrait se renforcer en 2011 et en 2012. Pour la période 2010-2012, la région créera environ 5 000 emplois, représentant une croissance moyenne de 0,8 % par année. Cette reprise plutôt modérée sera alimentée, entre autres, par des investissements liés aux festivités du 375<sup>e</sup> anniversaire de la Seigneurie de Lauzon, du 150<sup>e</sup> de la fondation de la ville de Lévis et du 10<sup>e</sup> de la nouvelle ville de Lévis en 2011. D'autre part, le taux de chômage régional, qui s'est relevé de près d'un point de pourcentage en 2009, demeurera plus élevé en 2010 qu'avant la récession et se repliera en 2011 et 2012 avec la consolidation de la reprise de l'économie. Le rétablissement complet du marché du travail sera plus long car plusieurs entreprises voudront réduire leurs coûts en ressources humaines afin de maintenir leur rentabilité.

#### **Perspectives sectorielles**

## Le secteur primaire

Le secteur primaire occupe proportionnellement deux fois plus de travailleurs en Chaudière-Appalaches qu'au Québec. L'emploi primaire, dominé par les activités agricoles, a connu plus de bas que de hauts au cours des dernières années, si bien qu'il a diminué d'environ 25 % depuis le milieu des années 1990. Les trois principales branches d'activité ont toutes accumulé des pertes d'emplois durant cette période, et cette tendance se poursuivra d'ici 2012.

#### Le secteur secondaire

Au chapitre de l'emploi, la Chaudière-Appalaches se classe au second rang des régions manufacturières du Québec. Après avoir atteint un sommet en 2002, le secteur de la fabrication a perdu 20 % de ses emplois au cours des sept dernières années. Durant ces années, les économies québécoise et régionale ont fait face à une série d'importants changements comme le resserrement du crédit, la fluctuation du dollar et des prix des matières de base ainsi que la concurrence de plus en plus vive des pays émergents. Ayant été fortement ébranlés par la récession, les fabricants sont maintenant confrontés à des problèmes structurels liés à l'exportation, à la productivité, à l'innovation et à la compétitivité de même qu'avec des difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée. Selon





nos pronostics, le niveau d'emploi manufacturier enregistrera une stabilité relative dans la région durant la période 2010-2012.

Après une période assez florissante dans la plupart des secteurs, l'industrie de la construction connaîtra une légère baisse de l'activité du segment résidentiel combinée à une hausse de l'activité du côté du génie civil. Les investissements dans le secteur de la rénovation continueront d'afficher une progression. La hausse sera un peu moins marquée dans le secteur commercial alors que le secteur industriel restera le plus touché par le ralentissement de l'économie. Globalement, on s'attend à un accroissement modéré de l'emploi durant toute la période de prévision, soit d'environ 1 % par année d'ici 2012, mais cette progression ralentira d'année en année.

#### Le secteur tertiaire

Le secteur régional des services, qui se distingue comme le principal moteur de croissance économique, regroupe proportionnellement moins d'emplois que dans l'ensemble du Québec. Ce secteur a connu une expansion rapide au cours des vingt dernières années en raison du dynamisme de plusieurs branches d'activité et de la place moins dominante du secteur de la fabrication dans la structure industrielle. Un des faits marquants depuis le début des années 1990 a été la forte poussée des technologies de l'information et des communications (TIC). La répartition de l'emploi entre les trois grands regroupements de services est presque équivalente, soit 36,6 % pour les services à la consommation, 32,6 % pour les services gouvernementaux et parapublics et 30,8 % pour ceux à la production. Une progression de l'emploi est prévue dans les trois segments d'ici 2012, mais les services à la production connaîtront la plus forte croissance. Dans l'ensemble, on prévoit une hausse de l'emploi de l'ordre de 1,1 % dans l'ensemble des services durant la période 2010-2012.





## Introduction

Tous les ans, Service Canada effectue des prévisions à moyen terme de l'emploi selon les industries et les professions pour l'ensemble du Québec et pour chacune de ses régions économiques. Les résultats de ces analyses sont publiés sous la forme d'une série d'études qui visent à donner un aperçu global de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail au Québec et dans ses différentes régions.

Cette série de documents intéressera, nous l'espérons, les personnes cherchant leur voie sur le marché du travail ainsi que celles qui les appuient dans cette démarche, que ce soit les parents, le personnel du milieu de l'éducation ou les intervenants des services d'aide à l'emploi. Elle devrait également intéresser les entreprises et les associations d'employeurs désireuses de cerner certains enjeux relatifs à la gestion des ressources humaines dans leur industrie.

Le présent document comporte deux sections. La première partie dresse un portrait d'ensemble du marché du travail de la région : y sont présentés un aperçu de l'évolution économique et les principaux indicateurs du marché du travail. La deuxième partie traite des perspectives sectorielles sur la base de regroupements industriels définis dans le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).





# Notes méthodologiques

## Estimations d'emploi

Les estimations d'emploi par industrie sont basées sur les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. Ce choix a été motivé par le fait que l'EPA constitue la seule source à la fois fiable et continue de l'évolution de l'emploi tant au Québec que dans les régions. Compte tenu que certaines industries présentent de faibles niveaux d'emploi dans plusieurs régions économiques, d'autres sources de données, principalement de nature administrative, ont parfois été utilisées pour pallier le manque de fiabilité de l'EPA dans ces industries. De plus, des moyennes des trois dernières années (2007-2008-2009) sont présentées dans les tableaux statistiques pour donner une indication plus fiable des niveaux d'emploi.

Les projections d'emploi ont été établies pour une période de trois ans s'étendant de 2010 à 2012. Elles ont été effectuées au cours de l'hiver 2009-2010 et sont le fruit d'un travail de collaboration de l'ensemble des économistes de Service Canada présents dans les régions du Québec. Nous tenons également à remercier l'équipe du Système de projection des professions au Canada (SPPC) sans laquelle nous ne disposerions pas de plusieurs des outils d'analyse et de prévisions à la base de la présente étude.

## Regroupements industriels

L'analyse par industrie présentée dans ce document repose sur une agrégation basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Nous donnons ici un bref aperçu de la composition de chacun de ces groupes. Une définition précise des industries est disponible dans le SCIAN publié par Statistique Canada.

#### Secteur primaire

- 11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- 21 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz

## Secteur de la fabrication

31-33 Fabrication

Les regroupements suivants peuvent également avoir été utilisés :

#### Fabrication liée à la consommation

- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac
- 313 Usines de textiles
- 314 Usines de produits textiles
- 315 Fabrication de vêtements
- 316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues
- 323 Impression et activités connexes de soutien
- 337 Fabrication de meubles et de produits connexes
- 339 Activités diverses de fabrication

#### Fabrication liée aux ressources

- 321 Fabrication de produits en bois
- 322 Fabrication du papier
- 324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- 327 Fabrication de produits minéraux non métalliques
- 331 Première transformation des métaux

## Fabrication liée aux investissements

- 325 Fabrication de produits chimiques
- 326 Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
- 332 Fabrication de produits métalliques
- 333 Fabrication de machines
- 334 Fabrication de produits informatiques et électroniques
- 335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques
- 336 Fabrication de matériel de transport

#### Construction

23 Construction





#### Services à la consommation

- 44-45 Commerce de détail
- 51 Industrie de l'information et industrie culturelle
- 71 Arts, spectacles et loisirs
- 72 Hébergement et services de restauration
- 81 Autres services, sauf les administrations publiques

## Services à la production

- 22 Services publics
- 41 Commerce de gros
- 48-49 Transport et entreposage
- 52 Finance et assurances
- 53 Services immobiliers et services de location et de location à bail
- 54 Services professionnels, scientifiques et techniques
- 55 Gestion de sociétés et d'entreprises
- 56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

## Services gouvernementaux et parapublics

- 61 Services d'enseignement
- 62 Soins de santé et assistance sociale
- 91 Administrations publiques





## Partie 1: Vue d'ensemble

## Description du territoire

Le présent document porte sur les perspectives économiques et sectorielles de la région de la Chaudière-Appalaches. En plus de la ville de Lévis, cette région est composée de 135 municipalités réparties dans les MRC de L'Islet, Montmagny, Bellechasse, La Nouvelle-Beauce, Robert-Cliche, Les Etchemins, Beauce-Sartigan, Les Appalaches et Lotbinière.

## Environnement économique

#### La démographie

La population se chiffrait à 393 669 personnes en 2006, en hausse de 2,7 % par rapport à 2001. La population du Québec a crû, quant à elle, de 4,3 % durant cette même période. Le tiers des résidants du territoire vivent à Lévis où la population est en forte croissance, et près de 42 % en milieu rural qui subit un déclin de sa population.

La Chaudière-Appalaches a déjà commencé à subir les effets du choc démographique. La région de la Chaudière-Appalaches a déjà commencé à subir les effets du choc démographique. Selon le dernier scénario de l'Institut de la Statistique du Québec<sup>1</sup>, la population régionale croîtra lentement au cours des prochaines années, soit en moyenne de 0,5 % par année entre 2010 et 2016 comparativement à 0,8 % au Québec. La proportion de jeunes (moins de 30 ans) est en déclin et cette tendance se poursuivra au cours des prochaines années : entre 2006 et 2016, la proportion des jeunes passera de 35,8 % à 32,2 % tandis que celle des aînés, estimée à 14 % en 2006, s'établira à 19,8 % en 2016.

En plus d'être affligées par un bilan négatif au chapitre de l'accroissement naturel, de l'immigration internationale et de la migration interprovinciale, les municipalités rurales, où la population décroît, sont également aux prises avec le phénomène de l'exode de leur population, surtout des jeunes adultes, vers les centres urbains du territoire et vers la ville de Québec. Bien qu'elle soit maintenant devenue une source d'accroissement, la contribution démographique des migrations interrégionales est plutôt anémique dans la région, et s'est concentrée à Lévis ainsi que dans les MRC La Nouvelle-Beauce et Lotbinière au cours des dernières années.

La lente croissance démographique combinée au vieillissement des baby-boomers qui arrivent massivement à l'âge de la retraite aura bientôt des impacts négatifs sur la population en âge de travailler (20-64 ans), qui devrait commencer à décliner dès 2012, ainsi que sur la participation au marché du travail. Cette situation créera à moyen terme de sérieux problèmes de renouvellement et de recrutement de main-d'œuvre dans plusieurs industries. Par contre, plus de 80 % des emplois créés dans la Chaudière-Appalaches depuis l'an 2000 sont allés à des travailleurs âgés de 55 ans et plus alors que ces derniers ne constituent que 16 % de la main-d'œuvre active. Les travailleurs âgés sont donc de plus en plus nombreux à différer la date de leur retraite, et cela pour toutes sortes de raisons, comme le bon état de santé, le goût de continuer et de se tenir occuper, les besoins financiers, etc. Étant donné que le déséquilibre entre les entrants et les sortants sur le marché du travail s'élargira au cours des prochaines années, on assistera d'ici quelques années à une réduction substantielle du taux global d'activité, un vieillissement marqué des travailleurs et un ralentissement de la croissance économique.

#### L'économie

Le contexte économique et financier mondial a été marqué par de graves difficultés et beaucoup d'incertitude au cours des deux dernières années. Les mauvaises nouvelles se sont multipliées dès le début de 2008 et l'ensemble des marchés a été affecté. À la crise

Institut de la Statistique du Québec. <u>Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056</u>. Édition 2009 (basée sur 2006). Mai 2010. Internet: <a href="http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/persp\_poplt/pers2006-2056/index.htm#tendance">http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/persp\_poplt/pers2006-2056/index.htm#tendance</a>



9



immobilière américaine, qui a débuté à l'été 2007, s'est ajoutée une déroute financière à l'échelle mondiale. On a ainsi vu de grandes institutions financières américaines en profondes difficultés et, dans certains cas, fermer leurs portes. Les indices boursiers ont également reculé de façon marquée, minant ainsi le moral des investisseurs. Malgré les interventions musclées des autorités gouvernementales, la récession américaine n'a pu être évitée et elle s'est transmise rapidement à l'ensemble des pays avancés, et dans une moindre mesure, aux pays en émergence et à ceux en voie de développement.

Bien que la récession ait été sévère dans certaines régions, le Canada et plus particulièrement le Québec en ont été moins affectés que d'autres. La récession qui s'annonçait comme une des plus sévères à toucher les pays industrialisés aura donc été sans trop de gravité et relativement brève au Québec. Plus précisément, le Québec a perdu environ 69 000 (-1,8%) emplois entre septembre 2008 et juillet 2009 comparativement à plus de 400 000 au Canada (-2,4 %) entre octobre 2008 et juillet 2009 alors que les États-Unis ont vu leur niveau d'emploi chuter de 8,6 millions (-5,9 %) de postes en 2008 et en 2009. Encore plus ici qu'ailleurs, le retour à un cycle de croissance se manifeste plus rapidement que prévu en raison notamment du dynamisme du marché de l'habitation et de l'impact des mesures de relance des autorités gouvernementales. Le rattrapage des emplois perdus durant la récession est terminé au Québec depuis avril 2010 : en effet, le Québec avait déjà récupéré en avril tous les emplois perdus (et même plus, soit 130 %) durant la récession par rapport à 70 % au Canada et à moins de 20 % aux États-Unis. La reprise est également soutenue par l'amélioration des conditions financières, l'accélération de l'activité économique mondiale, la vigueur de notre devise et le regain de confiance des entreprises et des consommateurs. À mesure que l'effet des plans d'action économique des gouvernements commencera à s'estomper, l'évolution des investissements et de l'emploi du secteur privé jouera un rôle déterminant dans l'ampleur et la durée de la reprise. La demande intérieure devrait être relativement forte. La stabilité relative des prix aura pour effet de diminuer l'incertitude, de réduire au minimum les coûts dus à l'inflation et de recréer un climat de confiance chez les ménages et les entreprises. L'impact des stimuli de nos gouvernements devrait atteindre son point culminant en 2010 et l'économie québécoise devrait ainsi recouvrer son plein potentiel d'ici le début de 2011. En somme, les dépenses de consommation, l'investissement résidentiel et non résidentiel ainsi que les dépenses gouvernementales devraient contribuer positivement à la croissance économique.

Plus près de nous, la structure industrielle de la Chaudière-Appalaches est très diversifiée. Elle s'appuie sur une activité agricole parmi les plus intenses du Québec et une forte empreinte manufacturière qui a décliné au fil des ans et où les activités de deuxième et troisième transformation sont toujours déficientes. Compte tenu de son profil industriel, la région devra miser sur l'innovation, la recherche et le développement, la diversification des produits et l'ouverture de nouveaux marchés pour assurer la prospérité économique. Par ailleurs, le secteur des services est beaucoup moins présent en Chaudière-Appalaches que dans la plupart des autres régions. Cependant, il permet, depuis quelques années, à l'économie régionale de progresser et de se diversifier. Malgré une meilleure performance que prévue en 2009 pour l'ensemble de l'économie régionale, le secteur de la fabrication a néanmoins été sévèrement touché par les effets de la récession nord-américaine. Le fort repli de la demande aux États-Unis et la diminution des prix des produits de base ont grandement perturbé les entreprises manufacturières, particulièrement celles qui exportent. Cela a entraîné une baisse de nos ventes aux États-Unis et un ralentissement de la croissance des revenus des entreprises, réduisant ainsi leur capacité de production. En fait, le secteur de la fabrication a été la première victime du ralentissement de l'économie à partir du milieu des années 2000, et cette situation perdure et affecte grandement notre région. Enfin, plusieurs indicateurs confirment que l'économie régionale évolue présentement sous le signe de la reprise. Après avoir traversé la récession avec relativement peu de dégâts, l'économie connaîtra une croissance dans plusieurs secteurs en 2010. Cette croissance sera stimulée, entre autres, par plusieurs investissements qui seront réalisés dans le cadre des activités entourant les célébrations de 2011, année où seront soulignés trois événements significatifs pour l'histoire de Lévis : le 375e anniversaire de la Seigneurie de Lauzon, le 150e anniversaire de la fondation de Lévis et le 10e anniversaire de la nouvelle Ville de Lévis. Toutefois, un des principaux talons d'Achille de l'économie régionale quant à une reprise soutenue est le piètre bilan de nos entreprises au

Le secteur de la fabrication a été la première victime du ralentissement de l'économie à partir du milieu des années 2000.





chapitre de la productivité. Cette faiblesse de la productivité, conjuguée à la vigueur persistante du dollar canadien, pourrait endiguer le retour à une croissance solide de l'activité économique à plus long terme.

#### Indicateurs du marché du travail

Après avoir évolué à la baisse depuis 2005, la participation au marché du travail a rebondi en 2009 en raison d'une hausse simultannée de l'emploi et du chômage. Avec plus de 221 000 participants, la population active a atteint un sommet en 2009 à la suite d'une croissance de 1,7 %. Pour sa part, l'emploi a fait du surplace dans la région ces dernières années. Après avoir crû en moyenne de 2,3 % par année entre 1999 et 2005, avec un ajout total de près de 27 000 emplois, le niveau d'emploi n'a enregistré qu'une hausse moyenne annuelle de seulement 0,2 % depuis 2005 qui a résulté en la création de moins de 2 000 emplois durant la période.

Tableau 1

Principaux indicateurs du marché du travail – 2007-2009									
Région de Chaudière-Appalaches									
2007 2008 2009 2007-2009									
Population de 15 ans et plus (en milliers)	327,5	329,7	332,0	329,7					
Population active (en milliers)	219,8	217,6	221,2	219,5					
Personnes occupées (en milliers)	206,7	206,8	208,1	207,2					
Chômeurs (en milliers)	13,1	10,9	13,1	12,4					
Taux de chômage (%)	6,0	5,0	5,9	5,6					
Taux d'activité (%)	67,1	66,0	66,6	66,6					
Taux d'emploi (%)	63,1	62,7	62,7	62,8					

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active Données compilées par Service Canada

La région a bien tenu le coup durant la récession avec une légère croissance de l'emploi en 2009 et un taux de chômage qui est demeuré bien en decà de la moyenne provinciale (5,9 % contre 8,5 % au Québec). Sur le plan de l'emploi, la Chaudière-Appalaches s'en est relativement bien sortie avec une croissance de 1 300 postes (ou +0,6 %), la meilleure performance des cinq dernières années. En dépit de ces résultats, la récession a quand même eu des effets importants dans la région puisque les employeurs ont été contraints de faire appel à plus de travailleurs à temps partiel afin de s'adapter à un rythme réduit d'activité et diminuer leurs coûts de production. On a donc vu croître de 2,1 % le nombre de postes à temps partiel alors que les emplois à temps plein ont subi des pertes de l'ordre de 0,7 % durant la dernière année. Les difficultés économiques se sont répercutées particulièrement sur le secteur de la production de biens (agriculture, forêt, mines, services publics, construction et fabrication) qui a perdu plus de 5 000 emplois en 2009, soit une diminution de 7 %. L'agriculture et la fabrication ont été les industries les plus durement touchées alors que la construction est demeurée relativement stable. Cependant, le dynamisme du secteur des services a permis à la région de conclure l'année 2009 sur une note positive, avec une hausse de 6 600 emplois (ou 5,0 %). Plusieurs branches d'activité ont ainsi contribué à la croissance de l'emploi. Des hausses ont été relevées dans le commerce, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises et autres services de soutien, l'enseignement, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et la restauration et les autres services. Au cours de la même période, l'emploi a diminué dans le transport et l'entreposage, la finance, les assurances, la location et l'immobilier, la santé et l'assistance sociale de même que dans les administrations publiques.





Statistique Canada présente une situation du chômage qui s'est quelque peu détériorée dans la région en 2009 avec une hausse de plus de 2 000 chômeurs après avoir enregistré, en 2008, son plus bas niveau depuis 1990. Le taux de chômage, qui oscillait à 5 % en 2008, est ainsi passé à 5,9 % en 2009, soit, malgré tout, le troisième plus bas taux des vingt dernières années et le second des régions du Québec en 2009.





# Partie 2 : Perspectives sectorielles

#### Vue d'ensemble

## Structure industrielle

La région de la Chaudière-Appalaches possède un effectif de 207 200 personnes en emploi, ce qui correspond à 5,4 % du total des personnes occupées à l'échelle provinciale. La structure industrielle reflète bien la vocation traditionnelle de la région. À cet égard, les industries productrices de biens (excluant les services publics) accaparent une place beaucoup plus importante qu'à l'échelle du Québec, soit plus du tiers (33,9 %) des emplois de la région comparativement à 21,6 % au Québec.

Tableau 2

Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels							
Région de Chaudière-Appalaches							
	Moye	nne 2007-2	2010-2012				
	Nombre (en milliers) Part de l'emploi			Taux de croissance annuel moyen			
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec		
Ensemble des industries	207,2	100,0 %	100,0 %	0,8 %	1,0 %		
Primaire	11,2	5,4 %	2,3 %	-0,2 %	0,3 %		
Fabrication	45,6	22,0 %	13,8 %	0,1 %	0,4 %		
Construction	13,4	6,5 %	5,5 %	1,0 %	1,3 %		
Services	136,9	66,1 %	78,4 %	1,1 %	1,1 %		
Services à la consommation	50,1	24,2 %	27,4 %	1,1 %	1,0 %		
Services à la production	42,2	20,4 %	25,9 %	1,5 %	1,6 %		
Services gouvernementaux et parapublics	44,6	21,5 %	25,1 %	0,7 %	0,8 %		

Source: Service Canada, Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de

Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Le secteur primaire, qui occupe proportionnellement deux fois plus de travailleurs dans notre région (5,4 %) que dans l'ensemble du Québec (2,3 %), compte environ 11 200 travailleurs, faisant de la Chaudière-Appalaches, avec 12 % des emplois primaires au Québec, la deuxième région avec le plus d'emplois dans ce secteur d'activité. Les emplois primaires sont regroupés à 85 % dans l'agriculture. L'industrie de la construction, qui a crû fortement depuis la fin des années 1990, procure quant à elle de l'emploi à 13 400 personnes, regroupant 6,5 % des emplois de la région, une proportion identique à l'ensemble de l'industrie québécoise. En perte de vitesse depuis 2002 avec la disparition de 10 000 emplois, la fabrication emploie 45 600 personnes dans la région, ce qui représente 22 % de l'ensemble des travailleurs par rapport à 13,8 % au Québec. Les emplois se concentrent surtout dans les produits du bois, les aliments, les boissons et les produits du tabac, le meuble, le caoutchouc et le plastique, les produits métalliques et le matériel de transport.

Dans une proportion inférieure à celle de l'ensemble provincial, 66,1 % (ou près 136 900) des emplois régionaux se trouvent dans le secteur des services comparativement à 78,4 % au Québec. À l'inverse de la fabrication qui perd du terrain depuis quelques années, les services sont le moteur de la croissance dans notre région. Le segment des services à la consommation rassemble 24,2 % des emplois régionaux pendant que les services

Le secteur primaire et la fabrication occupent proportionnellement plus de travailleurs dans la région que dans l'ensemble du Québec alors que le secteur des services est sous-représenté.





gouvernementaux et parapublics ainsi que ceux à la production affichent des proportions de 21,5 % et 20,4 % respectivement. Chacun des trois grands regroupements de services est moins présent en Chaudière-Appalaches que dans l'ensemble provincial.

## **Perspectives**

Au total, la région créera environ 5 000 emplois d'ici 2012, représentant une croissance moyenne de 0,8 % par année. La récession est bel et bien chose du passé et la reprise économique est bien engagée. La plupart des indicateurs économiques montrent que l'économie québécoise et régionale a retrouvré le chemin de la croissance depuis le second trimestre de 2009, et ce redressement s'est poursuivi et même amplifié au cours des deux premiers trimestres de 2010 dans notre région. Le marché régional de l'emploi a renoué avec la croissance et a montré une vigueur étonnante depuis juillet 2009, mais il pourrait encore connaître des ratés en 2010. Pour la période 2010-2012, on s'attend à une lente progression de l'emploi en début de la période de prévisions, qui devrait se renforcer en 2012. Cette progression sera attribuable principalement à l'impulsion du secteur des services, dont principalement les branches du commerce, de la finance, des assurances et de l'immobilier, les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que de la santé et l'assistance sociale. Par contre, les secteurs primaire et manufacturier continueront d'éprouver des ennuis. Au total, la région créera environ 5 000 emplois au cours des trois prochaines années, représentant une croissance moyenne de 0,8 % par année. Pour sa part, le chômage demeurera encore plus élevé en 2010 qu'avant la récession pour redescendre lentement en 2011 et 2012.

Bien qu'inférieur à la moyenne québécoise, le taux de chômage régional, qui s'est relevé de près d'un point de pourcentage en 2009, demeurera plus élevé en 2010 qu'avant la récession, puisque plusieurs individus découragés profiteront de la reprise pour réinvestir le marché du travail. Il devrait se replier en 2011 et 2012 avec la consolidation de la reprise de l'économie. Le rétablissement complet du marché du travail pourrait être plus long car plusieurs entreprises voudront réduire leurs coûts en ressources humaines afin de maintenir leur rentabilité.

## Secteur primaire

Les trois principales branches du secteur primaire, soit l'agriculture, la forêt et les mines, ont subi des pertes d'emploi depuis le milieu des années 1990. Le secteur primaire qui regroupe plus de 11 000 emplois en Chaudière-Appalaches occupe une part deux fois plus grande de personnes que dans l'ensemble du Québec, soit 5,4 % dans la région contre 2,3 % dans la province. Le secteur, dominé à 85 % par les activités agricoles, a connu plus de bas que de hauts au cours des dernières années, si bien que l'emploi a diminué d'environ 25 % depuis le milieu des années 1990. Les trois principales branches d'activité, soit l'agriculture, la forêt et les mines, ont toutes subi des pertes d'emplois durant cette période.

Dans la région, l'agriculture compte environ 9 600 travailleurs et plus de 5 800 fermes qui génèrent des ventes de près d'un milliard de dollars, faisant de la Chaudière-Appalaches la deuxième région agricole du Québec. La part régionale de l'emploi et des établissements agricoles au Québec est estimée à 16,5 % et 19,0 % respectivement. La région est aussi impliquée dans une proportion de 15,0 % de l'ensemble de la production agricole québécoise. Au cours des dernières décennies, le secteur agricole a subi un lent déclin sur le plan de l'emploi. Aujourd'hui, l'agriculture se caractérise par une production intensive, axée sur les marchés nationaux et internationaux. Elle se démarque aussi par une spécialisation accrue où la majorité des revenus est concentrée dans un nombre plus limité de fermes. Depuis 2007, la situation des revenus agricoles a été un peu plus avantageuse qu'au cours des années précédentes. Ces années avaient d'ailleurs été marquées par l'épisode de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et le Syndrome de dépérissement post-sevrage (SDPS) en production porcine ainsi que par la remontée du dollar canadien. L'évolution des marchés agricoles est soumise à des facteurs très volatiles comme les fluctuations des prix de l'énergie qui se répercutent sur les coûts de production, la vigueur du dollar canadien, la hausse des taux d'intérêt ainsi que les pressions sur les liquidités des producteurs. Les producteurs agricoles sont également confrontés à plusieurs enjeux de taille comme le manque de main-d'œuvre, la protection de l'environnement, l'endettement élevé, l'instabilité des marchés et la concurrence mondiale, le coût élevé des quotas et l'apparition d'infections. Dans ce contexte, une gestion efficace de l'entreprise basée sur une planification des investissements et une





stratégie de gestion des risques représente un gage de rentabilité et de survie des producteurs. La production devrait continuer de croître au cours des prochaines années, mais elle se traduira davantage par une augmentation de la productivité que par un ajout net d'emplois. Après un bref retour à la croissance en 2010 à la suite d'une année médiocre où les conditions climatiques se sont avérées moins favorables -c'est-à-dire une fréquence élevée des précipitations jumelée au temps frais et au manque d'ensoleillement-, l'emploi agricole reprendra sa tendance à la baisse à partir de 2011. Durant la période 2010-2012, l'emploi devrait donc décliner de 0,2 % en moyenne par année.

Tableau 3

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire						
Région de Chaudière-Appalaches						
	Moye	nne 2007-2	2010-	2012		
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux croiss annuel	ance	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec	
Ensemble du secteur primaire	11,2	5,4 %	2,3 %	-0,2 %	0,3 %	
Agriculture	9,6	4,6 %	1,6 %	-0,2 %	-0,3 %	
Foresterie et exploitation forestière	1,1	0,5 %	0,4 %	-0,9 %	0,0 %	
Pêche, chasse et piégeage	0,1	0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,9 %	
Extraction minière	0,5	0,2 %	0,4 %	0,0 %	2,5 %	

Source: Service Canada, Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Le secteur de **l'exploitation forestière** représente un pourcentage minime du total des emplois régionaux, soit 0,5 % (ou un peu plus d'un millier d'emplois), mais contribue pour plus que sa part d'emplois à la richesse collective de la région. À l'instar d'autres régions, la Chaudière-Appalaches a subi les effets de la crise forestière au cours des cinq dernières années, ce qui a provoqué de nombreuses pertes d'emploi. Les temps sont toujours très incertains pour l'industrie des produits forestiers. La crise du marché de l'habitation au sud de la frontière a provoqué l'effondrement de l'industrie des produits du bois. Les mises en chantier ont chuté de 75 % aux États-Unis par rapport au sommet de 2,2 millions d'unités atteint en 2006. Étant donné que le marché américain tarde à se relever, on s'attend à une poursuite de la baisse de l'emploi au cours des prochaines années dans cette industrie.

Malgré une forte baisse depuis les années 1970, la plus importante **activité minière** de la région est l'exploitation du chrysotile. Toutefois, son importance a beaucoup diminué au fil des ans en raison du ralentissement de la consommation mondiale dû aux risques associés à l'amiante pour la santé et au bannissement des produits à base d'amiante dans la plupart des pays industrialisés. Avec la fermeture de la mine Bell en 2008, qui a donné lieu à la perte d'une centaine d'emplois, il ne reste plus maintenant qu'une seule mine à Thetford Mines, soit celle de *Lac-d'Amiante* dans le secteur Black Lake qui embauche environ 400 personnes. L'activité minière évoluera encore au ralenti d'ici 2012.





#### Secteur de la fabrication

Le secteur de la fabrication a perdu plus de 10 000 emplois (ou -20 %) au cours des sept dernières années. Le secteur de la fabrication emploie un peu plus de 45 000 personnes, soit 22,0 % de l'emploi régional comparativement à 13,8 % à l'échelle du Québec, ce qui classe la Chaudière-Appalaches au second rang des régions manufacturières du Québec, après le Centre-du-Québec (24 %). La région représente aussi 7,6 % du produit intérieur brut (PIB)² manufacturier du Québec. Toutefois, après avoir atteint un sommet avec près 55 000 emplois en 2002, le secteur de la fabrication a perdu plus de 10 000 emplois (ou -20 %) au cours des sept dernières années.

Les difficultés du secteur de la fabrication sont d'abord attribuables à des facteurs structuraux comme le phénomène de transfert de la production vers les pays émergents, le choc démographique dont le vieillissement de la population qui contribue à l'augmentation de la demande pour les services au détriment des produits manufacturés, les impératifs d'une amélioration de la productivité, les réductions des barrières tarifaires qui ont favorisé l'entrée des produits étrangers sur le marché intérieur ainsi que les difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée. À cela, viennent s'ajouter des problèmes plus conjoncturels, par exemple la vigueur du dollar canadien et la situation économique nord-américaine. Pour mieux s'en tirer, la région doit miser sur le développement de ses créneaux d'excellence comme les matériaux composites et plastique, le secteur de la valorisation du bois dans l'habitation en bois, les matériaux textiles techniques. La croissance du secteur dépend beaucoup de sa compétitivité et de sa capacité à renouveler ses produits, ce qui nécessitera la mise au point de nouveaux procédés de production et l'achat de nouveaux équipements à la fine pointe de la technologie. De plus, les fabricants devront également investir dans le développement durable qui implique une transformation progressive de l'économie et de la société et qui nécessite l'adoption de nouvelles pratiques d'affaires à la fois performantes et respectueuses des personnes et de l'environnement.

À court terme, le secteur continuera d'éprouver des difficultés, plusieurs fermetures et mises à pied étant à prévoir en 2010 avant l'amorce d'un retour à la croissance. Si la reprise est bien engagée, la situation des exportations demeure encore fragile, d'autant plus avec la vigueur de la devise canadienne. L'emploi devrait recommencer à croître lentement à partir de 2011 et cette tendance à la hausse s'intensifiera en 2012. Selon nos pronostics, le niveau d'emploi enregistrera une stabilité relative dans la région durant la période 2010-2012, soit une croissance moyenne d'à peine 0,1 % par année.

## Fabrication liée à la consommation

Ce regroupement est le plus important du secteur de la fabrication avec environ 18 000 emplois, représentant près de 40 % des emplois manufacturiers. La région rassemble environ 9 % de tous les emplois de cette catégorie industrielle au Québec. Ce regroupement a certes été le plus affecté par les pertes d'emplois au cours des dernières années. En fait, le niveau d'emploi a fléchi de plus de 25 % depuis 2002, ce qui lui a valu une perte nette de 9 000 postes. Ce déclin est attribuable aux pertes enregistrées dans les industries du textile, du vêtement, du meuble et des activités diverses de fabrication. Un bon nombre d'entreprises de ces industries se caractérise par une forte intensité de main-d'œuvre et se bute aussi à une vive concurrence des pays émergents sur les marchés nationaux et internationaux. On s'attend à une continuation du déclin de l'emploi en 2010, suivie d'une très légère reprise en 2011 qui s'accentuera en 2012. L'effet net de cette prévision sera une stabilité relative de l'emploi entre 2010 et 2012.

Les données sur le PIB régional par industrie proviennent du site internet de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ). Site Internet : <a href="http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil2/econo\_fin/conj\_econo/cptes\_econo/pib\_industrie12.htm">http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil12/econo\_fin/conj\_econo/cptes\_econo/pib\_industrie12.htm</a>



16



Tableau 4

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication						
Région de Chaudière-Appalaches						
	Moyenne 2007-2009 2010-201				2012	
	Nombre (en milliers)			Taux de c annuel		
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec	
Ensemble du secteur de la fabrication	45,6	22,0 %	13,8 %	0,1 %	0,4 %	
Fabrication liée à la consommation	17,9	8,6 %	4,9 %	0,0 %	-0,1 %	
Aliments, boissons et tabac	6,8	3,3 %	2,0 %	1,4 %	0,9 %	
Usines de textiles et de produits textiles	1,0	0,5 %	0,3 %	0,6 %	-1,0 %	
Vêtements et produits en cuir	1,3	0,6 %	0,7 %	-4,7 %	-2,5 %	
Impression et activités connexes	2,2	1,0 %	0,7 %	-2,7 %	-1,6 %	
Meubles et produits connexes	5,8	2,8 %	0,9 %	-0,1 %	0,1 %	
Activités diverses de fabrication	0,9	0,4 %	0,6 %	1,5 %	0,6 %	
Fabrication liée aux ressources	11,9	5,7 %	2,9 %	0,0 %	0,1 %	
Produits en bois	8,8	4,2 %	1,0 %	-0,1 %	0,4 %	
Papier	0,4	0,2 %	0,7 %	0,0 %	-1,3 %	
Produits du pétrole et du						
charbon	0,3	0,2 %	0,1 %	0,0 %	-3,0 %	
charbon Produits minéraux non métalliques	0,3 1,0	0,2 % 0,5 %	0,1 %	0,0 %	-3,0 % 1,5 %	
charbon Produits minéraux non						
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des	1,0	0,5 %	0,4 %	1,3 %	1,5 %	
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des métaux  Fabrication liée aux	1,0 1,3	0,5 %	0,4 %	1,3 %	1,5 % 0,8 %	
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des métaux Fabrication liée aux investissements	1,0 1,3 15,9	0,5 % 0,6 % 7,6 %	0,4 % 0,7 % 6,0 %	1,3 % -0,8 % 0,3 %	1,5 % 0,8 % 1,0 %	
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des métaux Fabrication liée aux investissements Produits chimiques Produits en plastique et en	1,0 1,3 15,9 0,8	0,5 % 0,6 % 7,6 % 0,4 %	0,4 % 0,7 % 6,0 % 0,8 %	1,3 % -0,8 % 0,3 % 0,8 %	1,5 % 0,8 % 1,0 % 0,3 %	
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des métaux Fabrication liée aux investissements Produits chimiques Produits en plastique et en caoutchouc	1,0 1,3 15,9 0,8 4,5	0,5 % 0,6 % 7,6 % 0,4 % 2,2 %	0,4 % 0,7 % 6,0 % 0,8 % 0,9 %	1,3 % -0,8 % 0,3 % 0,8 % 1,1 %	1,5 % 0,8 % 1,0 % 0,3 % 0,4 %	
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des métaux Fabrication liée aux investissements Produits chimiques Produits en plastique et en caoutchouc Produits métalliques	1,0 1,3 15,9 0,8 4,5 4,1	0,5 % 0,6 % 7,6 % 0,4 % 2,2 % 2,0 %	0,4 % 0,7 % 6,0 % 0,8 % 0,9 % 1,1 %	1,3 % -0,8 % 0,3 % 0,8 % 1,1 % 2,0 %	1,5 % 0,8 % 1,0 % 0,3 % 0,4 % 1,7 %	
charbon Produits minéraux non métalliques Première transformation des métaux  Fabrication liée aux investissements Produits chimiques Produits en plastique et en caoutchouc Produits métalliques Machines Produits informatiques et	1,0 1,3 15,9 0,8 4,5 4,1 2,1	0,5 % 0,6 % 7,6 % 0,4 % 2,2 % 2,0 % 1,0 %	0,4 % 0,7 % 6,0 % 0,8 % 0,9 % 1,1 % 0,6 %	1,3 % -0,8 % 0,3 % 0,8 % 1,1 % 2,0 % 0,9 %	1,5 % 0,8 % 1,0 % 0,3 % 0,4 % 1,7 % 1,0 %	

Source : Service Canada, Région du Québec Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)





La Chaudière-Appalaches est le troisième plus important transformateur alimentaire au Québec.

Profitant de la proximité du plus grand marché au monde, l'industrie du meuble a connu un essor sans précédent à la suite de l'ouverture du marché nord-américain durant les années 1990.

Avec près de 7 000 emplois et 160 établissements, l'industrie de la fabrication d'aliments et de boissons est très présente en Chaudière-Appalaches. La valeur de ses livraisons atteint plus de 2 milliards de dollars, soit 11 % du volume généré par l'industrie au Québec, faisant de la Chaudière-Appalaches le troisième plus important transformateur alimentaire au Québec. Cette industrie procure près de 15 % de l'emploi du secteur de la fabrication et 8,6 % de l'emploi de cette industrie au Québec. Outre la présence de grands groupes dominants de l'industrie, on dénombre plusieurs entreprises de taille plus modeste. Ces petites entreprises qui ont développé des produits et créneaux particuliers misent sur un large éventail de produits transformés. Les entreprises d'ici doivent affronter un nombre grandissant de concurrents, tant sur le marché domestique qu'à l'extérieur. Malgré tout, elles s'en tirent assez bien grâce à l'apport de produits spécialisés et de niche ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux marchés. Au cours des prochaines années, l'industrie devra faire face à de nombreux défis, soit l'amélioration de la capacité concurrentielle des entreprises, la diversification et la consolidation des marchés, la recherche et le développement de produits répondant aux nouvelles tendances de consommation, la faiblesse des investissements en capital, l'amélioration de la productivité, la bonification des conditions de travail, les difficultés de recrutement et la rétention de la main-d'œuvre ainsi que le renforcement des normes d'hygiène et de salubrité. Après avoir crû entre 2002 et 2008, le niveau d'emploi de l'industrie s'est replié assez fortement en 2009, coïncidant avec le recul généralisé de l'économie. Certaines entreprises en ont ainsi profité pour annoncer des investissements majeurs afin de moderniser leurs installations. Toutefois, Olymel a décidé de reporter son projet d'expansion de 15 millions de dollars à son usine de Vallée-Jonction en raison de l'incertitude d'un approvisionnement suffisant en porcs pour l'abattage. De plus, J. M. Smucker a annoncé, en mars 2010, qu'elle fermerait son usine de production de confiture de Sainte-Marie en 2013 afin d'en ouvrir une plus grande en Ohio. Une centaine de travailleurs seraient alors touchés par cette fermeture. Après avoir connu certaines difficultés conjoncturelles en 2009, l'industrie enregistrera une légère reprise de l'emploi en 2010 et cette tendance évoluera en s'accélérant en 2011 et 2012, se soldant par une progression moyenne de l'emploi de 1,4 % par année sur toute la période.

L'industrie de la fabrication de meubles regroupe près de 6 000 travailleurs dans la région, soit 12,7 % des emplois manufacturiers. L'industrie régionale représente environ 18 % de la production et de l'emploi de l'industrie du meuble au Québec. Profitant de la proximité du plus grand marché au monde, l'industrie régionale a connu un essor sans précédent à la suite de l'ouverture du marché nord-américain durant les années 1990. Par contre, elle a subi, à partir de 2002, la pression combinée de la hausse du dollar canadien et de la concurrence féroce des pays à faibles coûts de production, perdant près de la moitié de ses emplois au cours des sept dernières années. Pour sortir de cette impasse, l'industrie devra revoir ses stratégies, réviser ses chaînes de valeur et d'approvisionnement, et, finalement, réinvestir dans de nouveaux modèles d'entreprises plus performants. Le niveau d'investissement dans la capacité de production et la commercialisation demeurent également des points faibles de l'industrie. Considérée comme une industrie à forte intensité de main-d'œuvre, elle devra poursuivre ses efforts pour réduire sa masse salariale afin d'être plus compétitive. Parmi les événements récents, on retrouve la faillite, en février 2010, de Meubles Laurier qui a entraîné la mise à pied de 75 travailleurs (l'entreprise comptait 180 travailleurs en 2003) ainsi que l'implantation, au début de 2010, du nouveau centre de logistique et de service client de Teknion à Lévis, un projet de 8,1 millions de dollars qui permettra de consolider les 700 emplois de l'entreprise dans la région. Avec le déclin de l'emploi amorcé en 2003 qui s'est amplifié en 2009, l'industrie poursuivra cette tendance à la baisse en 2010 avant d'entreprendre un timide retour à la croissance. On estime qu'en 2011 et 2012, l'industrie récupérera à peine les emplois perdus en 2010 et demeurera encore loin du sommet atteint en 2002.

L'industrie de **l'impression**, qui fournit de l'emploi à environ 2 200 personnes dans la région, est toujours aux prises avec des problèmes de capacité de production excédentaire. Les acteurs dominants continuent de multiplier les acquisitions et les restructurations pour consolider l'industrie et retrouver le chemin de la rentabilité. Dans la région, la direction du groupe World Color, anciennement Quebecor World, a fermé en avril 2010 son imprimerie de Lévis, mettant à pied environ 150 travailleurs. Par ailleurs, la direction du groupe Transcontinental, qui emploie 500 personnes à son imprimerie Interglobe de Beauceville, a mis en place, en 2009, un programme de rationalisation qui a





entraîné l'abolition de près de 2 000 postes en Amérique du Nord, dont plus de 300 au Québec. On a donc assisté à une baisse du niveau d'emploi régional dans l'industrie de l'impression au cours des dernières années et, selon nous, cette tendance se poursuivra à moven terme.

Les industries du textile et du vêtement prennent de moins en moins de place dans le paysage industriel régional. Alors qu'elles représentaient plus de 17 % de l'emploi manufacturier dans la région à la fin des années 1990, ces industries n'en constituent plus que 5 % aujourd'hui. Cette situation est essentiellement le résultat de l'abolition des mesures protectionnistes combinée à l'explosion du commerce international, à la forte concurrence de pays émergents à coûts salariaux très faibles et à la vigueur de la devise canadienne. Dans la région, ce sont plus de 5 000 postes qui ont été éliminés au cours de la dernière décennie dans ces industries, représentant une réduction de 70 % de l'emploi. Selon nos prévisions, la baisse de l'emploi devrait se poursuivre d'ici 2012 dans l'industrie du vêtement alors qu'on s'attend à une légère reprise dans le secteur des textiles à partir de 2011.

## Fabrication liée aux ressources

Ce regroupement industriel qui génère environ 12 000 emplois en Chaudière-Appalaches représente un peu moins de 6 % du total de l'emploi dans la région. La Chaudière-Appalaches rassemble plus de 10 % de tous les travailleurs de ce segment d'industries au Québec. La fabrication liée aux ressources dépend fortement de l'évolution de l'industrie du bois qui emploie trois travailleurs sur quatre de ce segment industriel et qui a été lourdement affligée par des problèmes structuraux et conjoncturels au cours des dernières années. Après avoir enregistré une décroissance de l'emploi entre 2003 et 2007, ce groupe d'industries a repris un peu de mieux au cours des dernières années mais sans jamais retrouver le sommet de 2003. Nous croyons que le niveau d'emploi sera en légère baisse en 2010 avant de recommencer à croître lentement en 2011 pour atteindre un rythme plus soutenu en 2012. Durant la période 2010-2012, on anticipe donc une stabilité relative de l'emploi compte tenu des difficultés de l'industrie du bois.

La consolidation et les ajustements structurels de l'industrie de la transformation du bois sont des conditions incontournables pour affronter la concurrence et assurer survie des entreprises.

L'industrie des produits du bois joue un rôle prépondérant dans l'économie régionale en fournissant de l'emploi à près de 9 000 travailleurs. Cette industrie représente 20 % des emplois manufacturiers de la région. De plus, la Chaudière-Appalaches s'approprie près de 20 % de la production et de tous les emplois de cette industrie au Québec. La région aspire d'ailleurs à devenir un pôle d'expertise mondial de produits du bois pour les marchés de l'habitation, un créneau regroupant plusieurs entreprises spécialisées dans la deuxième et troisième transformation de ce matériau. Depuis 2004, les entreprises de la région ont perdu près de 2 000 emplois, un recul de plus de 15 %. La valeur des exportations québécoises de produits en bois a également diminué d'environ 20 % entre 2004 et 2009. Ce déclin, provoqué d'abord par la crise forestière, a été amplifié au cours des deux dernières années par la crise immobilière, la chute de la construction résidentielle aux États-Unis ainsi que la vigueur du dollar canadien. La consolidation des entreprises et les ajustements structurels sont des conditions incontournables pour affronter la concurrence et assurer leur survie. Celles-ci devront développer de nouvelles stratégies pour rester compétitives. L'innovation technologique et la mondialisation des marchés sont en train de métamorphoser les modèles traditionnels et les structures des échanges de l'industrie forestière. Tel que relevé dans le rapport final du Diagnostic régional sectoriel concernant la main-d'œuvre en juin 2009, les défis pour les entreprises « sont de traverser la crise, d'améliorer l'image du secteur, de combler les besoins de main-d'œuvre, d'accroître la productivité et réduire les coûts de production, d'innover et de diversifier l'offre, de s'adapter aux changements, de développer les marchés actuels et nouveaux, ainsi que les réseaux entre les acteurs sectoriels régionaux »3. Compte tenu du contexte toujours incertain, on prévoit que l'emploi déclinera en 2010 avant de retrouver le chemin de la croissance en 2011 et 2012, l'industrie ne recouvrant que les emplois perdus en 2010.

Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries de la transformation du bois (CSMOITB) et Emploi-Québec, Direction régionale de Chaudière-Appalaches. Diagnostic sectoriel concernant la main-d'œuvre des industries de la transformation du bois - Chaudière-Appalaches - Rapport final. Juin 2009. p. S-5.





## Fabrication liée aux investissements

Avec près de 16 000 travailleurs, le grand secteur des industries liées aux investissements compose près de 8 % de la structure d'emplois de la région. Le niveau d'emploi a suivi une tendance à la hausse entre 2000 et 2005 avant de décliner et se stabiliser durant les trois dernières années. La plupart des industries ont affiché une croissance de leurs dépenses en immobilisations au cours des dernières années. Ces sommes visaient, entre autres, à moderniser la machinerie et les équipements, accroître les efforts en recherche et développement, améliorer la formation de la main-d'œuvre et réaliser des contrats tant à l'échelle nationale qu'au niveau international. Ce regroupement connaîtra un recul significatif de l'emploi en 2010 à la suite de plusieurs mises à pied chez des fabricants majeurs. En 2011, il entamera une reprise modérée qui s'accélérera en 2012 sous l'impulsion de la relance de l'économie nord-américaine. La croissance moyenne de l'emploi sera de l'ordre de 0,3 % par année durant la période de prévisions, soit entre 2010 et 2012.

La fabrication des matériaux composites et des plastiques est considérée comme l'un des principaux créneaux de développement de la région.

Ciblant la fabrication de produits en matériaux composites et en plastique comme l'un des principaux créneaux de développement de la région, les intervenants du milieu accordent une grande importance à ce secteur d'activité compte tenu de la présence de plusieurs entreprises qui fabriquent une gamme diversifiée de produits destinés à des marchés distincts. Environ 80 établissements employant 4 500 personnes œuvrent dans cette industrie en Chaudière-Appalaches, dont quelques grandes entreprises. La production régionale correspond à environ 9 % du PIB manufacturier de la Chaudière-Appalaches et à 12 % de l'ensemble de l'industrie québécoise. La région se distingue notamment dans les produits d'emballage ainsi que dans les produits destinés au matériel de transport et à la construction, en particulier les produits pour salles de bain. Les ventes de cette industrie en Chaudière-Appalaches se chiffrent à environ un milliard de dollars et débordent les frontières du Québec. Les fluctuations du prix du pétrole qui affectent le coût de la matière première, la vigueur de la devise canadienne, la concurrence accrue des pays émergents et les difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée sont autant de facteurs qui ont aujourd'hui des impacts importants sur l'évolution du secteur. Pour mieux assurer sa croissance, l'industrie régionale s'est donné un plan d'action qui vise cinq axes, soit la productivité, l'innovation, la commercialisation, les ressources humaines et le réseautage. Dans ce contexte, on anticipe une légère baisse de l'emploi en 2010 en raison des difficultés qui touchent encore le secteur de la fabrication et le marché immobilier américain. L'amélioration des conditions économiques se traduira par des gains d'emploi à partir de 2011. Malgré le repli prévu en 2010, la hausse moyenne de l'emploi durant la période 2010-2012 devrait s'établi à 1,1 % par année.

L'industrie de la fabrication de produits métalliques constitue une branche d'activité de premier plan du secteur de la fabrication en Chaudière-Appalaches. Cette industrie embauche plus de 4 000 travailleurs, correspondant à plus de 9 % de l'emploi manufacturier. Elle contribue aussi dans des proportions de 10 % au PIB manufacturier régional et de 9 % à la production de l'industrie québécoise. Après avoir bénéficié de la bonne conjoncture économique nord-américaine au début des années 2000, les entreprises ont subi les conséquences douloureuses de la spirale récessionniste nord-américaine à partir de 2007 et de la hausse de la valeur de la devise canadienne. Au cours des dernières années, plusieurs entreprises en ont profité pour diversifier leur gamme de produits, moderniser leurs équipements et améliorer leur capacité de production. La valeur des exportations québécoises qui avait progressé de 30 % entre 2000 et 2008 a chuté de plus de 20 % en 2009. Après des craintes exprimées par les industriels de la région à la suite de l'insertion de la clause « Buy American » dans le plan de relance américain, les gouvernements canadien et américain ont conclu, en février 2010, une entente qui permet maintenant aux entreprises canadiennes de participer à divers projets d'infrastructure financés en vertu de la loi américaine sur le redressement économique. L'accord place ainsi notre industrie en position plus solide pour sortir de la récession et reconquérir le marché américain. L'entreprise, Les Industries Canatal, qui emploie 300 travailleurs, investira 5 millions de dollars en 2010 pour augmenter sa productivité et maintenir sa position dans le marché. Malgré les turbulences qui ont frappé durement l'Amérique du Nord, le groupe Canam a poursuivi son expansion en acquérant l'américaine FabSouth au début de 2010. L'entreprise, qui espère améliorer la productivité





de ses usines, a pu conserver sa rentabilité malgré un repli de ses ventes en 2009. Son carnet de commandes est aussi assez bien garni. Après avoir reculé au cours des dernières années, l'emploi dans la fabrication des produits métalliques marquera une pause en 2010 avant de renouer avec la croissance en 2011 qui s'activera en 2012. Durant cette période, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi se situera aux alentours de 2 %.

Les déboires financiers du chantier maritime Davie ainsi que la situation difficile du marché des autocars chez Prévost perturbent présentement l'industrie du matériel de transport.

L'industrie du matériel du transport emploie près de 3 000 personnes en Chaudière-Appalaches, soit 6,2 % de l'emploi manufacturier. L'évolution de cette industrie dépend toujours fortement de quelques grands employeurs qui emploient la majorité des travailleurs. L'industrie est actuellement très perturbée par les déboires financiers qui ont entraîné la fermeture du chantier maritime Davie et la mise à pied des 1 600 travailleurs, ainsi que par la restructuration et la situation difficile du marché des autocars de luxe et interurbains chez Prévost, qui ont provoqué entre autres la fermeture de l'usine de pièces de Saint-Anselme et la suppression de centaines de postes. Pour sa part, le fabricant de semi-remorques, Manac, de Saint-Georges, a également été aux prises avec la tourmente économique en 2009. Malgré l'adoption de mesures par la direction de l'entreprise pour minimiser les impacts du ralentissement économique, le secteur d'affaires de Manac est très sensible aux fluctuations de l'économie, ce qui a entraîné plusieurs mises à pied durant la dernière année. Pour la direction, l'avenir passe maintenant par une diversification des marchés et des produits. D'autre part, CAF Aviation, une entreprise de Saint-Joseph-de-Beauce qui fabrique des composantes d'aménagement intérieur d'avion haut de gamme, tire bien son épingle du jeu. La direction investira plus d'un million de dollars dans l'agrandissement de l'usine et embauchera une cinquantaine de nouveaux travailleurs à la suite d'un contrat pour le compte de Bombardier. Selon nos projections, le niveau d'emploi de l'industrie du matériel de transport diminuera très fortement en 2010 et en 2011, soit de l'ordre de 20 %, avant d'amorcer une légère remontée en 2012.

#### Industrie de la construction

Le nombre d'emplois dans l'industrie de la construction est estimé à environ 13 400 en Chaudière-Appalaches, correspondant à 6,5 % de l'ensemble des travailleurs de la région. L'emploi a crû de façon soutenue depuis le début des années 2000 en raison d'une conjoncture économique favorable, soit de l'ordre de 40 %. Toutefois, l'emploi est demeuré relativement stable en 2009, en lien avec les conditions économiques.

Selon Statistique Canada, les intentions de construction, telles qu'estimées par le nombre et la valeur de permis de bâtir délivrés<sup>4</sup>, ont crû, elles aussi, de façon significative au cours des neuf dernières années, soit de 76 % et 114 % respectivement. Cependant, après avoir atteint un niveau très élevé en 2008, les intentions de bâtir ont marqué une certaine pause en 2009 à la suite de conditions économiques moins favorables: le nombre de permis de construction a chuté de 14 % en 2009 alors que la valeur totale des permis n'a crû que de 3 %. Les plus récents chiffres montrent que l'industrie a perdu un peu de vigueur en début de 2010 : en effet, on note une forte baisse dans l'émission de permis de bâtir et de leur valeur totale, soit des baisses de 19 % et 9 % respectivement au premier trimestre de 2010 par rapport à la même période l'an passé. Malgré tout, la Société canadienne d'hypothèques et logement (SCHL)<sup>5</sup> prévoit que la construction résidentielle dans la région métropolitaine de Québec, qui comprend la ville de Lévis, bénéficiera d'un contexte favorable en 2010, en affichant une hausse de 3,3 % des mises en chantier compte tenu de l'offre restreinte sur le marché et des bonnes conditions de financement. Mais l'organisme s'attend à une baisse de 8,8 % en 2011 en raison de la hausse des taux d'intérêt.

Avec environ 40 % du nombre et de la valeur des permis émis dans la région, c'est à Lévis que l'activité du bâtiment est la plus intense, tant dans les secteurs de la construction résidentielle et commerciale qu'au niveau institutionnel et gouvernemental. L'implantation récente du complexe du Centre des congrès et d'exposition a contribué à rehausser le développement hôtelier et commercial du secteur Desjardins et à stimuler l'économie ces

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> SCHL. *Perspectives du marché de l'habitation – RMR de Québec*. Printemps 2010.



Statistique Canada. Permis de bâtir. Nº au cat. 64-001-X. Mars 2010.



dernières années. L'étalement urbain, la formation de nouveaux ménages et la performance du marché de l'emploi continuent de donner un coup de pouce à la construction de logements neufs et d'espaces commerciaux dans les quatre coins de la ville. De plus, l'administration municipale veut doter la ville d'une vision nouvelle de son développement avec des paramètres innovateurs à l'enseigne du développement durable. C'est d'ailleurs dans cette voie qu'ont été imaginés les concepts d'aménagement du parc technologique et scientifique, l'Innoparc, voué exclusivement à l'économie du savoir de même que celui du Parc d'affaires Alphonse-Desjardins, qui comprendra, à terme, une douzaine de bâtiments « verts ». D'autres projets sont également prévus à Lévis, soit le Centre d'exploration en science, technologie et innovation et l'agrandissement et autres travaux au CHAU L'Hôtel-Dieu de Lévis, l'usine d'eau potable et bassins d'épuration, l'incinérateur et le nouveau complexe aquatique dans le secteur ouest, la construction du complexe sportif dans le secteur Saint-Romuald. Enfin, l'administration municipale de Lévis prévoit des investissements de plus de 100 millions de dollars dans des infrastructures en guise de legs pour le 375<sup>e</sup> anniversaire qui sera célébré en 2011, dont 60 millions pour aménager le secteur de la traverse. Cet imposant projet, qui devrait comprendre un hôtel, vise la création d'un pôle récréotouristique mettant le patrimoine du secteur en valeur, dont l'ancien chantier A.C. Davie.

On s'attend à une croissance modérée de l'emploi dans l'industrie de la construction d'ici 2012, mais cette progression ralentira d'année en année.

En lien avec les plans gouvernementaux visant l'amélioration des infrastructures publiques, une foule de projets de construction, d'aménagement et de mises à niveau sont également sur la table à dessin ou en voie d'être réalisés sur tout le territoire de la Chaudière-Appalaches, que ce soit pour le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts ou la construction et la mise à niveau du patrimoine scolaire et de santé, des résidences pour personnes âgées, des centres et équipements communautaires, culturels et sportifs ainsi que des bâtiments commerciaux et touristiques. D'autre part, le ministère des Transports du Québec a annoncé des investissements de l'ordre de 298,8 millions de dollars en 2010-2011 pour 186 chantiers dans le cadre du Plan de redressement de l'état routier. Ces projets comprennent, entre autres, le prolongement de l'autoroute 73 dans la Beauce, l'élargissement du pont Dominium et de ses approches et la réfection du tablier du pont Pierre-Laporte. De plus, certains postes et lignes du réseau électrique sont maintenant rendus désuets. Hydro-Québec projette donc divers travaux d'amélioration de son réseau dans la région au cours des prochaines années, soit la construction d'une ligne électrique reliant les postes de Beauceville et de Sainte-Marie ainsi que l'érection d'un nouveau poste, le poste Neubois, à Saint-Narcisse-de-Beaurivage.

Dans le secteur industriel, bien que les projets ne soient pas légion, mentionnons la construction à Montmagny des nouvelles installations de PurGenesis Technologies, une société pharmaceutique spécialisée dans l'élaboration de médicaments botaniques d'ordonnance ainsi que la reconstruction de la Meunerie Trans-Canada à Pintendre après avoir été rasée par les flammes en février 2009. À plus long terme, on retrouve les projets de terminal méthanier Rabaska, d'aménagement de parcs éoliens dans l'arrière-pays ainsi que de l'oléoduc Pipeline Saint-Laurent (Ultramar) entre Lévis et Montréal-Est. S'ils se réalisent, ces projets auront des retombées économiques majeures pour la région.

Plusieurs indicateurs, tels que l'émission des permis de construction, les mises en chantier, la formation de ménages, le marché du travail et les bas taux hypothécaires, laissent entrevoir le maintien d'un niveau élevé d'activité dans la construction à court terme. À cela s'ajoutent les mesures gouvernementales mises en œuvre ou renforcées pour encourager la construction résidentielle et moderniser les infrastructures publiques en 2009 et 2010. Au cours des prochaines années, l'industrie connaîtra simultanément un ralentissement de l'investissement résidentiel dans un contexte de remontée des taux hypothécaires et de resserrement des règles d'octroi de crédit pour les emprunts, combiné à une hausse importante de l'activité du génie civil. Secteur vedette de l'industrie, l'emploi augmentera du côté du génie civil et de la voirie sous l'impulsion des grands chantiers. Les dépenses en rénovation continueront d'afficher une progression. La hausse sera un peu moins marquée dans le secteur commercial alors que le secteur industriel restera le plus touché par le ralentissement de l'économie. Globalement, on s'attend donc à un accroissement modéré de l'emploi durant toute la période de prévision, soit d'environ 1 % par année d'ici 2012. Cependant, bien que l'industrie de la construction participe actuellement à la reprise, la hausse de l'emploi ralentira d'année en année d'ici 2012 : de 1,3 % en 2010, elle





passera à 1,1 % et à 0,7 % en 2012 en raison du retrait des mesures de stimulation de la rénovation et de revitalisation des infrastructures ainsi que d'une hausse des taux d'intérêt.

#### Secteur des services

Un des faits marquants de l'évolution du secteur des services depuis le début des années 1990 a été la forte poussée des TIC.

Le secteur des services regroupe proportionnellement moins d'emplois dans la Chaudière-Appalaches que dans l'ensemble du Québec. Totalisant environ 137 000 emplois, les services constituent 66 % de l'emploi régional par rapport à 78 % à l'échelle du Québec. Ce secteur a connu une expansion rapide au cours des dix dernières années en raison du dynamisme de plusieurs branches d'activité et de la place moins dominante du secteur de la fabrication dans la structure industrielle. Il faut dire qu'un bon nombre de branches rassemblent une forte concentration de main-d'œuvre et exigent du personnel hautement qualifié, que ce soit dans les services financiers, les services scientifiques, professionnels et techniques, les services de gestion et de soutien aux entreprises, les soins de santé, les administrations publiques, etc. Un des faits marquants depuis le début des années 1990 a été la forte poussée des technologies de l'information et des communications (TIC). La répartition de l'emploi entre les trois grands regroupements de services est presque identique. Les services à la consommation comptent pour environ 37 % des emplois du secteur, devançant ainsi les services gouvernementaux et parapublics (32 %) et ceux à la production (31 %). Bien qu'une majoration de l'emploi soit prévue dans les trois segments d'ici 2012, les services à la production (+1,5 %) connaîtront le plus fort taux de croissance annuel moyen au cours des trois prochaines années alors que les segments des services à la consommation et des services gouvernementaux afficheront des taux respectifs de 1,1 % et 0,7 % d'ici 2012. Dans l'ensemble, on prévoit donc une croissance moyenne de l'emploi de l'ordre de 1,1 % durant la période 2010-2012, correspondant à un ajout total de 4 500 nouveaux postes.

#### Services à la consommation

Étant le plus important regroupement du secteur tertiaire, les **services à la consommation** emploient plus de 50 000 personnes, représentant 24 % du total des postes de la région. La moitié des emplois (49 %) est concentrée dans le commerce de détail et les autres branches se répartissent les emplois comme suit : 21 % dans l'hébergement et la restauration, 20 % dans les autres services et 10 % dans l'information, la culture et les loisirs. Le niveau d'emploi a crû de façon assez marquée au cours des dix dernières années, soit de 2,5 % en moyenne par année depuis 1999. Selon nos pronostics, les services à la consommation connaîtront une croissance au chapitre de l'emploi, soit à un rythme moyen de 1,1 % par année au cours des trois prochaines années, ce qui génèrera la création de quelque 1 600 nouveaux postes d'ici 2012.

Étant donné le climat d'incertitude et le niveau d'endettement des ménages, les consommateurs devraient consacrer une portion plus grande de leur revenu pour l'épargne.

La région compte 1 300 commerces de détail qui emploient environ 25 000 personnes, soit environ 12 % des emplois régionaux. Le profil du secteur commercial a connu d'importantes transformations au cours des dernières décennies : le développement commercial est ainsi passé d'une organisation de commerces regroupés autour d'artères commerciales jusqu'à l'implantation des « mégacentres » et à l'émergence des complexes du type « life style », en passant par les centres commerciaux. La globalisation des marchés, les restructurations d'entreprises ainsi que l'implantation des grandes surfaces et « mégacentres » ont provoqué une concurrence de plus en plus vive sur les prix et le service à la clientèle, portant ainsi ombrage aux marchands locaux qui ont vu leur achalandage, leurs ventes et leurs parts de marché chuter. Depuis le tournant du nouveau millénaire, le secteur du commerce de détail a inscrit une solide croissance de l'emploi dans la région, malgré une série d'événements qui ont exercé un effet de ralentissement sur l'essor de l'économie. Depuis dix ans, l'emploi a progressé à un rythme d'environ 3,5 % par année dans la région comparativement à 1,5 % pour l'ensemble de l'économie régionale. Durant cette période, malgré une hausse modeste des revenus, les consommateurs ont dépensé une proportion croissante de leur revenu dans les magasins de détail aux dépens d'une épargne immédiate.





Tableau 5

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation							
Région de Chaudière-Appalaches							
	Moye	nne 2007-2	2010-2012				
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi  Régional Au Québec		Taux de croissance annuel moyen			
	Régional			Régional	Au Québec		
Services à la consommation	50,1	24,2 %	27,4 %	1,1 %	1,0 %		
Commerce de détail	24,6	11,9 %	12,4 %	0,7 %	0,9 %		
			,				
Information, culture et loisirs	4,9	2,4 %	4,5 %	1,6 %	1,0 %		
Information, culture et loisirs Hébergement et restauration	4,9 10,6	2,4 % 5,1 %	,	1,6 % 1,6 %			

Source: Service Canada, Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Grâce aux faibles taux d'intérêt et à la vitalité du secteur de l'habitation, les dépenses en articles de maison (matériaux de construction, appareils électroniques et ménagers, meubles et autres accessoires de maison) se sont maintenues à un niveau assez élevé au cours des dernières années, et cette situation devrait se poursuivre à moyen terme. De son côté, le secteur de l'alimentation, dont le marché est concentré à plus de 80 % dans les établissements détenus ou affiliés aux trois géants de la distribution alimentaire que sont Métro/SuperC, Loblaws/Provigo et Sobeys/IGA, constitue une industrie à maturité, et donc à faible croissance, bien qu'il soit en perpétuel changement. Dans le secteur de l'automobile, la restructuration des grands manufacturiers et la réduction de la taille des réseaux de concessionnaires ont entraîné quelques fermetures de concessionnaires dans la région en 2009, mais la reprise semble se confirmer pour 2010. Finalement, on constate qu'un bon nombre de ménages ont diminué leur niveau de dépenses en biens durables en 2009 par mesure de prudence en raison du contexte économique. La reprise de l'emploi et le regain de confiance des consommateurs vont graduellement entraîner une hausse soutenue des dépenses personnelles en biens durables.

Au cours des prochaines années, on assistera à une faible hausse démographique ainsi qu'à une modeste croissance de l'emploi et des revenus, ce qui limitera la progression du secteur commercial. Compte tenu du climat d'incertitude et du niveau d'endettement des ménages, les consommateurs pourraient également consacrer une portion un peu plus grande de leur revenu pour l'épargne au détriment des dépenses de consommation. En 2011, le nombre accru de touristes engendré par les célébrations du 375<sup>e</sup> anniversaire de la Seigneurie de Lauzon, du 150<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Lévis et du 10<sup>e</sup> anniversaire de la nouvelle ville de Lévis stimulera également les ventes au détail. D'autres facteurs influenceront aussi l'évolution du secteur à moyen et long termes comme les changements dans la façon de consommer, la pression du temps chez les ménages, la sensibilité croissante aux prix, les questions environnementales et le développement durable, la recherche de produits santé et d'un rythme de vie plus équilibré, le commerce électronique, etc. Le niveau d'emploi du commerce de détail devrait donc augmenter de façon modérée au cours des trois prochaines années, soit à un taux moyen de 0,7 % par année.

L'industrie de **l'hébergement et de la restauration** emploie environ 10 600 personnes dans le territoire de la Chaudière-Appalaches, représentant 5,1 % de l'emploi régional. Plus de 18 % des emplois se retrouvent dans les services d'hébergement. L'évolution du secteur est grandement influencée par l'évolution de la situation économique, les tendances du tourisme ainsi que par la croissance des revenus. Le secteur de la





Malgré un pronostic favorable pour l'hébergement et la restauration, la force du dollar canadien, une hausse des prix du pétrole et les effets de la crise économique pourraient freiner la croissance du tourisme.

restauration est toujours très sensible à la conjoncture économique puisque les dépenses de restauration sont souvent parmi les premières à faire les frais des réductions de dépenses des consommateurs en situation chancelante. Et à l'inverse, la sortie au restaurant constitue souvent un des premiers luxes que s'offrent les consommateurs lorsque leur situation s'améliore. D'autre part, l'ouverture récente du Centre de congrès et d'expositions à Lévis et l'implantation de nouveaux établissements hôteliers ont permis d'améliorer grandement l'offre régionale en hébergement. Notons aussi que plus de 1,2 million de dollars seront investis au cours des trois prochaines années pour développer et renouveler l'offre touristique en Chaudière-Appalaches grâce à une entente de partenariat entre le gouvernement et le milieu. En 2011, l'activité touristique régionale sera renforcée par les festivités, événements et grands rassemblements entourant le 375e anniversaire de la Seigneurie de Lauzon, le 150e de la fondation de ville de Lévis et le 10e de la nouvelle ville de Lévis. Toutefois, la force du dollar canadien et une hausse des prix du pétrole ainsi que l'impact de la crise économique nord-américaine pourraient freiner la croissance du tourisme. Dans ce contexte, l'emploi devrait croître à un rythme moyen de 1,6 % par année dans cette industrie.

La branche de l'information, de la culture et des loisirs, qui occupe près de 5 000 personnes dans la région et qui est en progression depuis une dizaine d'années, est aussi une industrie tributaire de l'évolution de la situation économique et de l'emploi. De son côté, la Ville de Lévis prévoit investir plus de 100 millions de dollars dans des infrastructures en quise de legs pour le 375e anniversaire qui sera célébré en 2011, dont 60 millions pour aménager le secteur de la traverse. Un projet d'hôtel a d'ailleurs été présenté pour le secteur en face de la traverse. Des travaux de 2,2 millions seront également injectés pour terminer la connexion du réseau cyclable entre Lévis et Bellechasse. Le ministère des Transports devrait ajouter également 13,5 kilomètres pour aller de la route Lallemand jusqu'à Saint-Henri, ce qui reliera le Parcours des anses et la Cycloroute de Bellechasse. Un Complexe aquatique multifonctionnel, dont le coût est estimé à plus de 25 millions de dollars, sera également aménagé dans le secteur Saint-Nicolas à Lévis. Grâce à une offre touristique améliorée et une meilleure concertation entre les différents partenaires de l'industrie ainsi qu'aux investissements dans les infrastructures sportives et culturelles dans les quatre coins du territoire, on s'attend à une croissance de l'emploi dans cette industrie qui devrait atteindre un taux de 1,6 % en moyenne par année d'ici 2012 dans la

Enfin, les **autres services** qui regroupent un ensemble varié d'activités comme les services de réparation et d'entretien, les services personnels et de blanchissage, les organismes communautaires et les ménages privés, fournissent du travail à environ 10 000 personnes dans la région, ce qui correspond à près de 5 % de l'emploi total. Depuis l'an 2000, le nombre d'emplois dans ce secteur a évolué en dents de scie, la tendance de fond se soldant par une légère croissance de l'ordre de 0,7 % en moyenne par année. L'emploi des autres services devrait continuer de progresser dans la Chaudière-Appalaches d'ici 2012de 1,1 % par année.

## Services à la production

Les services à la production sont souvent appelés les services moteurs étant donné leur dynamisme sur le plan de la production et de l'emploi ainsi qu'en termes de qualité des postes et de profil de compétences et d'habiletés du personnel.

Les services à la production procurent 42 000 emplois à la Chaudière-Appalaches, ce qui représente 20,4 % de l'effectif total de la région, une proportion inférieure à celle du Québec (26,0 %). Les services à la production comportent six branches d'activité qui sont, par ordre d'importance, la finance, les assurances et l'immobilier et la location (28,5 %), les transports et l'entreposage (21,5 %), les services professionnels, scientifiques et techniques (18,5 %), le commerce de gros (15,6 %), la gestion d'entreprises et le soutien administratif (13,3 %) et les services publics (2,7 %). Les services à la production sont souvent appelés les services moteurs étant donné leur dynamisme sur le plan de la production et de l'emploi ainsi qu'en termes de qualité des postes et de profil de compétences et d'habiletés du personnel. Depuis dix ans, l'emploi a progressé en moyenne de 2,2 % par année, soit une croissance supérieure à celle de l'ensemble des industries de la région (1,5 %). Au cours des trois prochaines années, ce regroupement affichera la plus forte augmentation d'emploi, soit un pourcentage moyen de 1,5 % par année.





Le Mouvement Desjardins est le principal employeur de la région.

Principal employeur des services à la production, le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location compte, au total, 12 000 employés, ce qui correspond à 5,8 % de l'emploi total de la région. Cette industrie contribue pour 18 % du PIB régional. Cet apport important à l'essor économique de la région est attribuable à la présence du Mouvement Desjardins, qui compte plusieurs milliers d'employés dans la région. Étant le plus gros employeur de la région, le campus de Desjardins à Lévis comprend les sièges sociaux de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, de Desjardins, Sécurité financière, compagnie d'assurance vie, Développement International Desjardins et Desjardins Groupe d'assurance générale. Après les déboires de 2008 dus à la crise financière, le Mouvement a connu une solide progression de ses affaires en 2009 et ce, dans tous ses principaux secteurs d'activité. L'institution est maintenant entrée dans une phase de consolidation, bien que les travaux d'optimisation de la structure financière et d'amélioration de la productivité se poursuivent. Toutefois, étant donné le contexte économique, le Mouvement entend aussi maintenir ses efforts en vue d'augmenter la productivité et de maintenir une capitalisation élevée. Le secteur des assurances et des services financiers poursuit sa progression, tant au niveau de la diversification des produits et des marchés que du volume d'affaires. Dans le secteur de l'immobilier qui demeure un marché à l'avantage des acheteurs, on s'attend à ce que les ventes résidentielles demeurent vigoureuses en 2010 grâce aux faibles taux d'intérêt. Toutefois, l'activité devrait ralentir au fur et à mesure que la demande diminuera et que les taux d'intérêt augmenteront, ce qui contribuera à un ralentissement du marché durant l'année 2011. Le niveau d'emploi dans l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location devrait augmenter à un taux moyen de 1,3 % par année durant la période 2010-

Tableau 6

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production						
Région de Chaudière-Appalaches						
	Moye	nne 2007-2	2010-2012			
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen		
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec	
Services à la production	6,6	3,2 %	4,0 %	1,5 %	1,5 %	
Services publics	9,1	4,4 %	4,6 %	1,2 %	1,5 %	
Commerce de gros	12,0	5,8 %	5,9 %	1,3 %	1,4 %	
Transport et entreposage	7,8	3,8 %	6,9 %	2,5 %	2,0 %	
Finance, assurances, immobilier et location	5,6	2,7 %	3,7 %	1,5 %	1,2 %	
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,6	3,2 %	4,0 %	1,5 %	1,5 %	
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	9,1	4,4 %	4,6 %	1,2 %	1,5 %	

Source: Service Canada, Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de

Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Lévis est une plaque tournante et un carrefour du transport de marchandises au Québec et pour l'est du Canada... et Saint-Georges est l'une des principales portes d'entrée du Québec pour le marché américain.

Étant reliés à tous les secteurs industriels, les services de transport et d'entreposage, qui emploient environ 9 000 personnes dans la région, évoluent au rythme de la conjoncture économique. Le transport et l'entreposage participent dans une proportion de 3,6 % au PIB régional comparativement à 4,1 % à l'échelle provinciale. En Chaudière-Appalaches, Lévis bénéficie d'une localisation géographique privilégiée qui fait d'elle un carrefour du transport de marchandises au Québec et pour l'est du Canada et la ville de Saint-Georges est l'une des principales portes d'entrée du Québec pour le marché américain. Principal segment de l'industrie, le transport routier a progressé





considérablement à partir de la seconde moitié des années 1990 grâce à la libération des échanges commerciaux nord-américains. Au cours des prochaines années, le contexte économique déplacera la demande de services du transport de produits manufacturés entre les usines québécoises et leurs clients américains vers les transporteurs de biens de construction et d'agrégats, produits nécessaires à la réfection des infrastructures publiques. Un marché de plus en plus compétitif obligera les entreprises voulant conserver leur part de marché à tirer avantage des nouvelles technologies afin de permettre une optimisation de leurs opérations de transport. Alors que les mauvaises conditions économiques, les difficultés du secteur de la fabrication et le recul des exportations ont directement influencé la performance de l'industrie au cours des dernières années, le niveau d'emploi connaîtra une légère reprise en 2010 avec la reprise de l'économie, qui s'intensifiera en 2011 et 2012. L'industrie régionale atteindra donc un taux moyen de croissance de l'emploi d'environ 1,2 % par année d'ici 2012.

Les services professionnels, scientifiques et techniques ont permis de diversifier la structure industrielle régionale.

Les services professionnels, scientifiques et techniques donnent de l'emploi à 7 800 personnes en Chaudière-Appalaches, ce qui correspond à 3,8 % de l'emploi total de la région comparativement à 6,9 % à l'échelle du Québec. Alors qu'ils ne contribuent que pour 2 % du PIB régional, ces services occupent 4,4 % du PIB de l'ensemble du Québec. Depuis le milieu des années 1990, l'emploi a crû considérablement dans ces services, ce qui a permis de diversifier la structure industrielle régionale. Cette croissance était due essentiellement au développement de centres de recherche et de transfert technologique, à la création et à l'expansion d'entreprises liées aux technologies de l'information et des communications (TIC) combinées au mouvement vers l'impartition des TI et des processus d'affaires, aux investissements massifs dans les équipements à la fine pointe technologique et à l'essor des firmes de génie-conseil et d'architecture. Depuis quelques années, les cabinets de comptables de même que les firmes-conseils en gestion sont de plus en plus appelés à soutenir les entreprises en difficultés, en démarche de restructuration et de redressement, en matière de refinancement, de conseils stratégiques, d'amélioration de la productivité et d'évaluation de nouveaux marchés. Considérés comme un secteur en forte croissance, les services professionnels, scientifiques et techniques verront leur niveau d'emploi augmenter, en moyenne, de 2,5 % par année entre 2010 et 2012, en raison, entre autres, des services de génie-conseil qui profiteront des investissements dans les infrastructures publiques ainsi que des services de conseils en gestion qui aideront les entreprises en démarche de redressement et de réorganisation à sortir de la crise.

Environ 6 600 personnes travaillent dans le commerce de gros, correspondant à 3,2 % de l'emploi régional comparativement à 4 % au Québec. Le PIB du commerce de gros équivaut à 4,4 % du PIB régional alors qu'il représente 5,4 % du PIB à l'échelle du Québec. Les grossistes-distributeurs répondent ici davantage aux besoins d'approvisionnement des commerces de vente au détail, mais l'évolution de l'industrie est aussi influencée par la situation du secteur de la fabrication et le niveau des échanges nationaux et internationaux. Depuis une quinzaine d'années, les centres de distribution se sont développés près des pôles urbains les plus dynamiques, là où les investissements et la consommation ont progressé de facon marquée. De nouveaux réseaux de distribution sont aussi apparus à cause du phénomène d'intégration et de concentration ainsi que du développement des grandes surfaces et des marques de distributeur. Bien que la vigueur du dollar canadien constitue un frein majeur pour les entreprises exportant leurs produits aux États-Unis, elle favorise, à l'inverse, les entreprises canadiennes importatrices de produits étrangers. Malgré un certain repli en 2009, la force de la demande intérieure a été soutenue au cours des dix dernières années, alimentée par la faiblesse des taux d'intérêt, la hausse modérée du revenu disponible et la vigueur relative du marché du travail. Le niveau d'emploi du commerce de gros a ainsi progressé à un très bon rythme dans la région depuis la fin des années 1990, soit en moyenne de 4,3 %. Étant donné que le secteur est très lié à l'évolution du commerce de détail, la reprise des dépenses de consommation aura sans doute des répercussions positives sur le niveau d'activité des commerçants en gros au cours des prochaines années. On s'attend à une hausse de 1,5 % par année de l'emploi d'ici 2012.





Enfin, quelque 5 600 personnes travaillent dans les services de gestion et de soutien aux entreprises, soit 2,7 % de l'emploi régional. Avec la croissance de l'économie de services, cette branche d'activité a gagné en importance grâce, entre autres, à l'essor de l'impartition. Le contexte économique d'aujourd'hui incite de plus en plus les entreprises à rationaliser leurs opérations. L'impartition devient alors une solution qui permet de maintenir l'offre de produits et services tout en limitant les dépenses nécessaires à leur réalisation. Cette évolution des pratiques d'affaires des entreprises a également été rendue possible par les progrès de la technologie des communications, notamment avec les centres d'appels. Le segment des services de gestion des déchets et d'assainissement devrait aussi connaître une croissance compte tenu de la conscientisation et de l'importance accrue envers les impacts environnementaux des activités de consommation et de production. C'est pourquoi le secteur des services de gestion et de soutien aux entreprises continuera sur cette lancée et connaîtra une croissance de l'emploi d'ici 2012, à un rythme moyen de 1,5 % par année.

## Services gouvernementaux et parapublics

Les services gouvernementaux, particulièrement les soins de santé et l'assistance sociale, sont parmi les plus générateurs d'emplois.

Avec près de 45 000 emplois, les services gouvernementaux et parapublics comptent pour 21,5 % des emplois de la Chaudière-Appalaches comparativement à 24,7 % à l'échelle du Québec. Après avoir diminué durant la seconde moitié de la décennie 1990, les effectifs gouvernementaux et parapublics ont connu une croissance rapide au tournant du siècle, qui s'est poursuivie jusqu'en 2007 avant de se stabiliser en 2008 et 2009. Plus de 55 % des emplois de la région se trouvent dans les services de soins de santé et l'assistance sociale alors que l'enseignement et les administrations publiques représentent respectivement 23 % et 21 % des postes. En plus des choix budgétaires et politiques de nos gouvernements, l'emploi dans ces services dépend aussi des pressions démographiques, comme la croissance de la population, l'évolution de la population d'âge scolaire et le vieillissement de la population. Ces services, particulièrement ceux de la santé et des services sociaux, sont parmi les plus générateurs d'emplois depuis une dizaine d'années, accaparant environ 36 % de tous les emplois créés dans la région durant cette période. Pour la période 2010-2012, ces services afficheront une croissance moyenne de l'emploi de l'ordre de 0,7 % par année, le secteur de la santé et de l'assistance sociale générant la totalité des nouveaux emplois, soit près d'un millier.

Tableau 7

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics						
Région de Chaudière-Appalaches						
	Moyer	nne 2007-2	2010-	2012		
	Nombre (en milliers)	Part de l'empioi		Taux croiss annuel	ance	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec	
Serv. gouv. et parapublics	44,6	21,5 %	25,1 %	0,7 %	0,8 %	
Services d'enseignement	10,3	5,0 %	6,7 %	0,0 %	0,3 %	
Soins ambulatoires et hôpitaux	10,9	5,3 %	6,5 %	1,4 %	1,4 %	
Autres soins de santé et assistance sociale	13,9	6,7 %	5,6 %	1,2 %	1,8 %	
Administration fédérale	1,3	0,6 %	2,1 %	0,0 %	-0,4 %	
Administrations provinciales et territoriales	5,0	2,4 %	1,9 %	-0,3 %	-0,4 %	
Administrations locales, municipales, régionales et autres	3,2	1,5 %	1,8 %	0,2 %	0,5 %	

Source : Service Canada, Région du Québec

Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de

Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)





L'emploi dans le réseau de la santé et des services sociaux a progressé de manière continue au cours des dix dernières années.

L'évolution de l'emploi dans les services d'enseignement ne s'est pas toujours alignée parfaitement sur les fluctuations de la clientèle scolaire en raison notamment de l'augmentation de l'offre de services.

Dans la Chaudière-Appalaches, près de 25 000 personnes travaillent dans les services de soins de santé et d'assistance sociale, ce qui fait de ce secteur le principal employeur du regroupement des services gouvernementaux et parapublics. Avec une population de plus en plus vieillissante, les pressions sur le système de santé seront accrues dans la région au cours des prochaines années. Les services de santé feront l'objet d'investissements importants dans le but de maintenir les services directs à la population en général et pour répondre à l'accroissement des besoins et préserver les services à la clientèle âgée. Le système de santé évoluera en fonction de besoins de plus en plus pressants dans un contexte de contrôle des dépenses visant une meilleure gestion des ressources et l'amélioration de la productivité des établissements. Dans son dernier budget, le gouvernement a d'ailleurs présenté ses orientations à l'égard de la performance et du financement de la santé, soit par l'accroissement de l'efficacité et de la productivité du réseau de la santé. Il faut aussi rappeler que le portefeuille de la Santé et des Services sociaux représente environ 45 % des dépenses de programmes du gouvernement du Québec. Les autorités gouvernementales doivent donc s'assurer, entre autres, de couvrir les coûts liés au vieillissement de la population et à l'introduction de nouvelles technologies, la croissance du coût des médicaments, des coûts salariaux et d'ajout de personnel médical ainsi que la mise en place de groupes de médecine familiale. Selon le gouvernement, l'instauration d'une contribution santé annuelle, dont les revenus seront versés à un nouveau Fonds pour le financement des établissements de santé, ainsi que l'introduction d'une franchise santé, calculée en fonction du nombre de visites médicales effectuées pendant l'année, devraient, en partie, permettre d'assurer le financement des services de santé et le maintien du niveau de services. Des sommes importantes seront aussi injectées afin de rénover et de maintenir les infrastructures et l'équipement du réseau régional. L'emploi dans le réseau de la santé et des services sociaux a progressé de manière continue au cours des dix dernières années. Pour les prochaines années, nous anticipons que l'emploi poursuivra cette tendance à la hausse, à un taux moyen de 1,3 % par année d'ici 2012, une croissance qui s'ajustera aux capacités financières du gouvernement dans un contexte de rééquilibrage des finances publiques et à la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée.

Dans la région, on dénombre plus de 10 000 emplois dans les services d'enseignement, équivalant à 5 % de l'emploi régional. Plus de 70 % de ces emplois se trouvent dans l'enseignement primaire et secondaire. Environ le quart des dépenses de programmes du gouvernement est concentré dans le portefeuille du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Ces dépenses comprennent les coûts de système des réseaux, dont les coûts salariaux et ceux résultant de l'augmentation des clientèles et des services de dette ainsi que la mise en œuvre du nouveau régime pédagogique et le plan d'action visant l'intégration des élèves handicapés ou en difficultés d'adaptation et d'apprentissage, de même que l'amélioration de la capacité d'enseignement et de recherche au niveau postsecondaire. Au cours des dix dernières années, le nombre d'emplois a augmenté de façon appréciable dans la région, soit en moyenne de 1,5 % par année. L'évolution du niveau d'emploi ne s'est pas toujours alignée parfaitement sur les fluctuations de la clientèle scolaire en raison notamment de l'augmentation de l'offre de services. Selon les prévisions de l'effectif scolaire aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, la Chaudière-Appalaches connaîtra une diminution de l'effectif jusqu'en 2013-2014. Les mesures additionnelles de réduction du nombre d'élèves par classe, de diminution du nombre d'heures d'enseignement pour accorder un contrat aux enseignants inexpérimentés et d'ajout de ressources professionnelles afin d'aider les élèves en difficultés devraient atténuer l'impact de la baisse de l'effectif étudiant sur le nombre d'enseignants. Par ailleurs, une baisse de l'effectif étudiant est également prévue au niveau collégial au moins jusqu'en 2020. L'implantation récente du campus universitaire de l'UQAR à Lévis et les investissements des gouvernements annoncés dans l'enseignement supérieur et la recherche favoriseront la croissance de l'effectif de niveau universitaire. D'autre part, les divers cours offerts hors du système d'éducation régulier, comme les cours de langue, de perfectionnement professionnel, de conduite, de sport et d'art, offrent un bon potentiel de croissance. Enfin, les investissements pour pallier aux difficultés de recrutement de main-d'œuvre, pour renouveler les programmes de formation professionnelle et le perfectionnement des travailleurs ainsi que dans la Stratégie d'action visant la persévérance et la réussite scolaires auront des impacts positifs sur la demande





de personnel dans les services d'enseignement. Globalement, on prévoit que le niveau d'emploi dans le secteur de l'éducation demeurera relativement stable d'ici 2012.

Les **administrations publiques** emploient plus de 9 500 personnes en Chaudière-Appalaches, soit l'équivalent de 4,5 % de l'emploi régional. À elle seule, l'administration provinciale embauche 53 % des effectifs publics alors que les administrations fédérale et municipale comptent pour 13,5 % et 33,5 % respectivement. Depuis l'an 1999, le nombre d'emplois dans les institutions publiques a connu des hauts et des bas, mais il a chuté fortement au cours des deux dernières années. Selon Statistique Canada, tous les paliers de l'administration publique ont subi une baisse de l'emploi en 2008 et en 2009.

Tous les paliers de l'administration publique ont subi une baisse de l'emploi au cours des deux dernières années.

Lors du dépôt du budget 2010, le gouvernement du Québec a décidé de s'attaquer aux défis qui le confrontent en regard de la situation budgétaire difficile. Pour ce faire, il a identifié cinq enjeux pressants de notre société: l'équilibre des finances publiques, le renouvellement de nos équipements collectifs, le financement des universités, la performance et le financement du système de santé et la réduction de la dette publique. Le gouvernement a exprimé sa volonté de redoubler de rigueur et d'effort dans la gestion de ses ressources. Étant donné que la récession a creusé un écart important entre les revenus et les dépenses de l'État, le gouvernement poursuivra la mise en œuvre graduelle du Plan de retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Avant tout, le gouvernement ainsi que les organismes publics et les sociétés d'État fourniront l'effort le plus important en resserrant leurs dépenses. Parmi les actions visant l'atteinte des cibles de réduction des dépenses, le gouvernement maintiendra la politique de remplacement d'un départ sur deux à la retraite. Grâce à cette politique, mise en place en 2004, l'effectif de la fonction publique a été réduit de 5,6 % (diminution de 4 100 équivalents temps complet). Et cette mesure sera maintenant étendue au personnel administratif des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, incluant les cadres. D'ici 2012, le nombre d'emplois devrait, selon nous, diminuer, en moyenne, de 0,3 % par année.

Pour sa part, le gouvernement fédéral éliminera graduellement les mesures ponctuelles de stimulation économique tout en gérant les finances publiques de manière responsable puisqu'il estime que le secteur privé devrait être, à long terme, la principale source d'emplois et de croissance économique. Le plan de rétablissement de l'équilibre budgétaire porte, entre autres, sur l'instauration de mesures ciblées visant à freiner le rythme de croissance des dépenses qui augmenteront à moyen terme. Le gouvernement a ainsi annoncé des mesures d'économie de 17,6 milliards de dollars étalées sur les cinq prochaines années. Il entend ainsi freiner la progression de ses dépenses de fonctionnement et accroître l'efficience, tout en ralentissant la croissance de la taille et des activités de la fonction publique. Après une légère hausse en 2010 en lien avec l'application de la seconde et dernière année du plan d'action économique, le nombre d'emplois dans l'administration fédérale diminuera lentement en 2011 et en 2012 pour revenir au niveau de 2009.

Le volume d'emplois des administrations municipales, qui est estimé à plus de 3 000 dont plus du tiers à Lévis, devrait augmenter légèrement d'ici 2012, soit, en moyenne, d'environ 0,2 % par année, compte tenu de la bonne situation financière des principales villes ainsi que des orientations et priorités des élus municipaux en matière de développement des infrastructures, des immobilisations et des services municipaux.

En résumé, après une légère croissance en 2010, le volume d'emploi dans les administrations publiques amorcera une légère diminution qui se soldera par une stabilité relative pour l'ensemble de la période 2010-2012.

